



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article1065>

Loin du fracas des médias, dans une mer sans phares

- Tribunes -



Date de mise en ligne : jeudi 20 août 2015

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Loin du fracas des médias, quand on essaye de lire l'actualité et de saisir les enjeux, on est frappés par la perte de repères et les abysses qui s'ouvrent devant nous.

La longue histoire exclusive des deux partis dominants et tour à tour au pouvoir en France depuis des années est en passe de se terminer.

Une troisième force existe et s'est implantée. Ses racines ont poussé sur le terreau de la déception, des promesses non tenues, d'un quotidien difficile et qui n'évolue pas.

On peut même dire aujourd'hui que le distinguo traditionnel entre "droite" et "gauche" s'est de plus en plus décalé entre les partis au pouvoir et les autres.

Les deux partis traditionnels qui ont les commandes étant de plus en plus assimilés à des courroies de transmission du système financier, quelques soient les discours des uns ou des autres.

Cela va plus loin. La perception d'un certain malaise encourage certains à modifier le nom de leur parti. Comme si le changement de façade allait permettre de changer la maison alors que les fondations s'écroulent.

Le calendrier électoral à répétition ne permet jamais de se poser les bonnes questions d'une démocratie en crise.

A la va-vite, avec des manoeuvres affligeantes et des calculs électoraux on a fait évoluer un système départemental qui produit une assemblée par binômes dont on sait qu'elle ne changera rien au fond.

Entre les deux présidentielles de 2012 et 2017, comme depuis le début des quinquennats, on est passés par les municipales, les sénatoriales, les européennes, les départementales et bientôt les régionales.

Très peu d'enthousiasme chez les électeurs. Au mieux la force de l'habitude, le réflexe d'appartenir à tel ou tel camp, mais aucun véritable espoir de changement.

La perte de confiance, la désertion des urnes aboutissent non pas à une remise en question d'un système électoral à bout de souffle, à un changement de posture de la classe politique, mais à une culpabilisation des citoyens et à la menace d'un vote obligatoire.

Vaille que vaille, l'on voit une représentation politique qui ne se remet en cause sur rien et qui, démocratie bancale ou pas, y va pour l'emporter, alors que le score est souvent ridicule en proportion des électeurs inscrits (ne parlons pas de tous ceux qui ne s'inscrivent plus)

Mais l'emporter pourquoi ?

L'histoire se répète d'une courbe de chômage qui augmente, de la perte d'acquis sociaux grignotés jour après jour quelques soient les discours qui accompagnent les mesures, d'une nature asservie et de ressources pillées au détriment de notre équilibre et de notre futur.

Plus aucune vision, plus aucun cap.

Seuls les médias dominants, complices et acteurs de cette mascarade, essayent de nous y faire croire encore, en

agitant les petites histoires du microcosme.

Chacun l'a bien senti aussi. Tout événement est utilisé avec des calculs dissimulés derrière des discours.

L'idéologie sécuritaire a pris appui sur ce qui s'est passé en France en janvier et, y compris, les moyens financiers sont là pour l'appuyer.

L'importance accordée au fait religieux dans notre société pose aussi question.

Les trois religions monothéistes deviennent les points cardinaux d'une république vacillante.

Le désarroi s'empare des gens car les réponses n'apparaissent pas.

La configuration politique pose question.

Doit-on faire évoluer les partis ? Certainement, mais comment ?

La souveraineté populaire doit s'exercer en plein. Pour cela, il faut changer les règles du jeu et avoir une démocratie revivifiée par une Constituante.

Dans ce champ-là, les partis tels qu'ils sont aujourd'hui accepteront-ils ce bouleversement ?

Certains pensent que les partis ont vécu leur temps. Mais par quoi les remplacer ?

Comment dans un monde interconnecté en permanence échapper aux puissances de l'argent qui manipulent en une seconde des opérations de plusieurs milliards d'euros d'argent virtuel ?

Comment redonner puissance et pouvoir aux représentants des peuples afin de dégager un destin collectif autre que la dégringolade ?

Le destin de la Grèce est exemplaire. Poussé par son peuple, le gouvernement affronte les logiques ultra-libérales portées par les représentants européens. Jusqu'à quelle extrémité ? Pour quels résultats ?

Et du coup, quels regards porter sur cette Europe qui dénie la souveraineté du peuple grec ?

Le traité transatlantique combattu par des forces militantes ne rencontre aucun écho, ou presque, dans les médias. Et pourtant, son éventuelle application serait une chape de plomb de plus sur nos libertés.

Le désespoir et la misère poussent beaucoup d'africains à essayer de rejoindre nos territoires. Comment jeter les ponts d'une relation Afrique-Europe autre que celle du pillage et d'une aide au développement qui a failli ?

L'espérance d'un changement passe par la compréhension des enjeux et la formulation d'un projet politique qui parle vrai et qui ne fait pas semblant.

Des états qui reprennent la main, s'appuyant sur une démocratie digne de ce nom et en capacité de faire de vrais choix.

Loin du fracas des médias, dans une mer sans phares

Difficile, mais possible. En Islande, en Amérique latine, certains montrent la voie. Des gouvernements appuyés par des populations osent s'opposer à la machine dominante.

Camus disait que quand il ne reste rien à l'homme, il lui reste le combat...